

MACRON : «TOUT CHANGE POUR QUE RIEN NE CHANGE»

Avec Emmanuel Macron, c'est une vision du monde et de la place de la France dans le monde globalisé qui l'a emporté. Voici qui appelle à porter un regard large sur l'Histoire en marche, pour discerner les grands enjeux métapolitiques qui structurent la mutation de civilisation en cours.

**GUILLAUME
DE PRÉMARE**

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL D'ICTUS

Si nous voulons que rien ne change, il faut que tout change... Cette considération politique prononcée par le personnage de Tancredi dans *Le Guépard* semble taillée sur mesure pour Emmanuel Macron. Le nouveau Président de la République, inconnu il y a à peine trois ans, a réussi la plus incroyable opération de «dégagisme» jamais opérée dans l'histoire de la V^e République.

Nous croyions que le «dégagisme» - expression née des «Printemps arabes» - ne pouvait qu'être l'œuvre des révolutions et/ou de ce que l'on nomme les «populismes». Et voici que c'est l'homme politique forgé et porté par l'aristocratie dominante qui réalise cette élimination massive des anciens caciques de la politique française. Comme Tancredi dans *Le Guépard*, Macron a compris que la conservation des leviers de

pouvoir par une certaine aristocratie passait par un renouvellement profond : tout doit donc changer pour que rien ne change.

Ce qui change profondément, c'est la traduction dans les urnes du discrédit massif des deux partis qui structuraient jusqu'ici l'alternance politique. Ils ont été éliminés dès le premier tour ; et ils sont aujourd'hui menacés dans leur survie. A cet égard, ne croyons pas trop rapidement que la droite aurait gagné cette élection sans les affaires qui ont touché François Fillon.

L'élection de Macron n'est pas un accident de l'Histoire. Certes, il a bénéficié de circonstances particulièrement favorables et du soutien massif des principaux médias. Cependant, ce qui semble politiquement majeur dans cette élection est la cristallisation logique des clivages politiques autour de l'enjeu majeur de la mondialisation-globalisation et de la place de la France dans cette histoire chaotique et instable.

Ce qui ne change pas, précisément, c'est l'option fondamentale prise par la France d'être agrégée à l'infrastructure économique et à la superstructure culturelle qui portent ce mouvement de mondialisation-globalisation.

C'est bien cela qui était à sauver pour l'aristocratie politique, médiatique et économique. Deux forces politiques importantes ont mis en danger cette option fondamentale dans cette élection : le *Front national* de Marine Le Pen et la *France insoumise* de Jean-Luc Mélenchon. A cet égard, le premier tour a montré que la France était coupée en deux : les candidats qui contestent cette marche du monde (Le Pen, Mélenchon, Dupont-Aignan, Poutou, Asselineau, Arthaud, Lassalle et Cheminade) cumulent 49,62 % des voix tandis que les candidats qui l'acceptent, à des degrés divers et selon des modalités différentes (Macron, Fillon et Hamon), ont cumulé 50,38 % des suffrages exprimés. Et c'est la *France en marche* qui l'a emporté *in fine*, cette *France en marche* vers la mondialisation-globalisation.

LA FRANCE DANS LE MONDE HYPERCONCURRENTIEL

A cet égard, Emmanuel Macron a assumé assez clairement une vision de la France dans l'histoire : pour lui, la France est faite pour compter parmi les vainqueurs du nouveau monde hyperconcurrentiel. Il a même voulu donner une sorte de mystique politique à ce projet.

Après 35 ans de débats autour de la technique économique, il a affirmé le primat de la vision sur le programme *stricto sensu*. Macron a été volontairement flou sur le programme pour miser d'abord sur une vision de l'Histoire et de la présence de la France dans l'Histoire : le monde dans lequel la France doit être un grand pays vainqueur est un monde en mouvement perpétuel, un monde de l'hypermobilité et de l'adaptabilité permanente de toute chose (y compris la famille, les mœurs et la nature humaine elle-même), à mesure de l'extension permanente du domaine du Marché.

Ce second tour n'offrait donc pas un choix entre le fascisme et la République - encore une fois, le «*No pasarán !*» fut une comédie -, mais il offrait un choix autour des options fondamentales du monde nouveau, autour de l'acceptation de l'infrastructure économique et de la superstructure culturelle qui le forgent et le portent.

Ce choix fondamental porte à peu près tous les autres choix : coup d'accélérateur à l'intégration européenne ou retour à la souveraineté politique des nations ; libre-échange ou un certain degré de protectionnisme ; dérégulation ou primat du politique sur les puissances économiques et financières ; ubérisation du travail ou conservation des cadres contrac-

tuels et statutaires ; métissage culturel ou identité ; libéralisme migratoire ou retour des frontières ; ultra-mobilité ou enracinement ; progressisme sociétal ou conservation des repères anthropologiques, etc.

Le paradoxe est que sur chacun de ces sujets, pris individuellement, la République en marche d'Emmanuel Macron est minoritaire. Cela situe le niveau de difficulté qui se présente au nouveau président élu.

ÉMERGENCE D'UN CLIVAGE STRUCTURANT

Les deux tours de l'élection présidentielle ont en effet confirmé la pertinence de la lecture socio-géographique des fractures françaises. Le clivage structurant se situe ici entre la France urbaine et la «*France périphérique*» décrite par le géographe Christophe Guilluy. Même si ce fossé ne saurait être une grille de lecture unique de notre moment politique, la carte électorale des deux tours de la présidentielle vient confirmer l'importance de cette fracture sociogéographique, devenue une ligne de clivage sociopolitique.

Dans ce cadre, l'appartenance à une sociologie ou à l'autre constitue un élément-moteur de l'acceptation ou du refus du nouveau monde globalisé. Les paradigmes de ce monde - adaptabilité, souplesse, mobilité, dérégulation, mouvement perpétuel des repères anthropologiques, sociaux et culturels, hypercompétitivité, performance individuelle, nomadisme, etc. - heurtent profondément les besoins essentiels exprimés par la sociologie des profondeurs : repères, identité, sécurité, autorité, etc.

Le peuple profond ne souhaite pas davantage d'intégration européenne, de libre-échange, de dérégulation, d'immigration, de métissage culturel, de déconstruction anthropologique, etc.

Sous certains aspects majeurs, Emmanuel Macron va donc devoir gouverner contre la réalité sociopolitique et sociogéographique majoritaire de la France. Et il risque de se heurter, au surplus, aux corporatismes professionnels (notamment les professions réglementées) et aux syndicats.

La partie ne s'annonce pas facile pour lui et il le sait. Par exemple, sur la question européenne, il a expliqué à la BBC, dans l'entre-deux tours, qu'il était déterminé à relancer le processus d'intégration européenne, mais qu'il fallait être conscient qu'au moins la moitié des Français y étaient opposés. C'est pourquoi il plaide pour une Europe intégrée qui protège, agitant même la perspective d'un Brexit si une «*autre Europe*» - jusqu'ici toujours promise et jamais

réalisée – n’advenait pas : «*Si l’Union européenne se réforme pas, si elle ne protège pas, ce sera le Frexit*», a-t-il expliqué.

UN «DARWINISME SOCIAL»

Il n’est ainsi pas certain qu’Emmanuel Macron, volontiers présenté comme pragmatique, choisisse la voie de la brutalité, en quelque sorte le «*Marche ou crève !*» que certains lui prêtent. Il est possible cependant que sa vision rejoigne celle de théoriciens de la «mondialisation heureuse», qui portent l’idée que c’est encore davantage qu’une mutation historique qui s’opère, mais presque un stade de l’évolution.

Ici, l’évolution n’est plus seulement un processus naturel dans un contexte donné, mais un processus culturel permis par la révolution technologique et porté par le processus historique de globalisation. L’articulation de cette évolution est la suivante :

1. Le phénomène de mondialisation-globalisation constitue un mouvement inéluctable de l’Histoire.
2. Cette mutation exige de chacun une adaptabilité, une mobilité et un niveau de performance élevés.
3. Cette adaptabilité est principalement accessible à la frange urbaine et instruite de la population ; et une partie importante de la population est aujourd’hui «inadaptée».
4. Il convient de hisser le maximum de personnes au niveau de mobilité et de performance requis.
5. Il restera cependant une frange conséquente de la population actuelle qui demeurera inadaptable.
6. Il s’agit alors de trouver des solutions pour traiter avec humanité cette frange inadaptée, dont le nombre diminuera progressivement avec la succession des générations.
7. Ce stade de l’évolution sera accompli, à terme, lorsque la part incompressible d’inadaptés sera marginale.

Il s’agit d’une sorte de «darwinisme social», qui distingue les «adaptés» et les «inadaptés», les «adaptables» et les «inadaptables». Cependant, ce «darwinisme social» se présente comme étant «à visage humain» : il ne s’agit pas d’éliminer les «inadaptables», comme cela arrive dans la nature sauvage, mais de mettre en œuvre un traitement social de l’inadaptation au monde nouveau. C’est en ce sens qu’il n’y a pas de contradiction de fond entre les options libérales

et les options sociales de la postmodernité dont Emmanuel Macron est à la fois le produit et l’acteur. Le «social» constitue même une condition de l’avènement du «libéral». Sans le «social», le «libéral» se heurterait à une dangereuse révolte des peuples.

Se pose ici une question centrale : peut-on accepter l’avènement d’une société qui accepte - en se contentant de le compenser - le fait que des personnes soient exclues *de facto*, et en grand nombre, de la participation à l’œuvre commune et empêchées d’exercer leurs

responsabilités dans la société ? Ce n’est pas parce que la société fournit, via un traitement social, des moyens de subsistance aux personnes que la justice se trouve satisfaite, l’égalité assurée, la fraternité

manifestée et la dignité de la personne humaine respectée.

UNE NÉCESSAIRE PERSPECTIVE

Au-delà du cas français, et de Monsieur Macron lui-même, la question qui se pose au monde est celle d’une nouvelle anthropologie (vision de l’homme et de la société), d’une nouvelle civilisation prête à émerger sur le terreau profond de la civilisation chrétienne.

Face à ce mouvement, le politique, devenu post-politique, semble aujourd’hui incapable d’enrayer un tel processus. Il est donc urgent de donner une substance politique profonde aux enjeux métapolitiques contemporains et de bâtir une prospective réaliste sur un certain nombre de thèmes structurants, parmi lesquels :

- Enjeux anthropologiques (personne humaine, famille, respect de la vie, transhumanisme).
- Dissociété et question sociale (société de l’individu dissocié, fracture sociogéographique).
- Culture et enracinement.
- Infrastructure économique globale.
- Souveraineté politique des nations face à la « machine globale ».

Sur toutes ces questions, il n’existe pas, aujourd’hui, d’opposition structurée et crédible aux mutations du nouveau monde. Résoudre cette problématique dépasse de loin la recomposition des partis, de la droite et de la gauche.

Voici qui appelle à l’émergence d’une force politique et civique de résistance et de reconstruction que l’approche électorale semble incapable de porter avec la profondeur et l’ampleur qu’exigent ce temps de mutation de civilisation. ■

Guillaume de Prémare